



L'augmentation du pouvoir d'achat, une nécessité sociale et économique

Éditorial

par Jean-Claude Mailly

A lors que l'inflation repart à la hausse en Europe, dépassant 1 %, et que les taux d'intérêt amorcent également une remontée, la question du pouvoir d'achat des salaires, retraites, allocations et minima sociaux devient encore plus urgente, dans le privé comme dans le public. C'est une nécessité sociale et économique.

Sociale, car il s'agit de mieux payer la valeur travail, de contribuer à la réduction des inégalités sociales et d'accroître les recettes des régimes de protection sociale collective, dont l'Assurance chômage.

Économique, car l'augmentation du pouvoir d'achat favorisera la consommation et l'activité économique, tout en mettant du baume au cœur.

C'est d'ailleurs pourquoi Force Ouvrière se félicite de la décision prise par les syndicats européens, dans le cadre de la Confédération européenne des syndicats, de lancer dès le mois de février une campagne dans tous les pays pour l'augmentation générale des salaires. Force Ouvrière, sur ses positions, y participera.

D'une manière générale, il y a urgence à ce qu'il soit mis fin, aux niveaux européen et national, aux politiques économiques et sociales d'austérité.


Retrouver une activité économique plus forte, respectueuse des conditions sociales et environnementales, est là encore une nécessité.

C'est ce que j'ai expliqué également, dans le dernier numéro de notre journal, concernant l'industrie. C'est aussi le sens de la tribune sur l'industrie, lancée par un économiste keynésien, Gabriel Colletis, dans le journal *Le Monde*, la semaine dernière. C'est à ce titre que je l'ai signée. Le fait qu'il y ait d'autres signataires, comme Arnaud Montebourg, n'y change rien.

Nous ne le soutenons pas comme candidat car nous ne soutenons personne, c'est une question de liberté et d'indépendance syndicale.

Comme je l'ai déjà dit et écrit à plusieurs reprises, Force Ouvrière ne donnera aucune consigne de vote, directe ou indirecte.

Car quel que soit le futur président de la République, le futur gouvernement et la future Assemblée nationale, le syndicalisme libre et indépendant doit continuer à être une garantie pour tous les travailleurs.

Force Ouvrière, un syndicat pas un parti, ce vieux slogan est toujours d'actualité. 

JEAN-CLAUDE MAILLY,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
@JCMAILLY SUR TWITTER